CINQ ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA SORTIE DU LUXEMBOURG DE L'OTAN

Même si, dans le contexte historique actuel, la sortie immédiate du Luxembourg de l'OTAN ne doit pas impérativement figurer dans le programme élaboré par un parti de gauche radicale en vue d'une campagne électorale, l'abandon, par un tel parti, d'un antimilitarisme de principe ou l'acceptation d'une quelconque forme de soumission à la politique de son propre impérialisme, national ou collectif, constituerait une erreur politique gravissime.

Les différents impérialismes peuvent, à un moment donné, s'allier ou, au contraire, entretenir des relations conflictuelles susceptibles de prendre des formes militaires, en fonction de leurs intérêts respectifs. Un parti politique se revendiquant du mouvement ouvrier et aspirant à dépasser le capitalisme ne devrait jamais orienter sa politique en fonction de tels conflits d'intérêts interimpérialistes. Il devrait, au contraire, toujours défendre l'autonomie politique de la classe ouvrière à l'égard de tous les impérialismes et de toutes les alliances impérialistes.

Un parti de gauche radicale doit s'opposer résolument à toutes les tendances militaristes inhérentes au système capitaliste et mener constamment d'importantes batailles culturelles et idéologiques sur ces questions. Les avancées futures vers un monde plus pacifique et plus égalitaire seront rendues possibles par les multiples constructions contre-hégémoniques qui s'élaborent dans le présent.

En matière d'antimilitarisme, aucun recul de la part d'un parti de gauche radicale, fût-il motivé par des considérations tactiques, ne saurait être justifié.

Ce n'est qu'à cette condition qu'un parti de gauche radicale pourra remplir sa mission : doter la classe ouvrière des outils politiques, idéologiques et culturels nécessaires pour se placer à l'avant-garde de l'ensemble des couches subalternes de la société et construire une alternative à un capitalisme qui s'enfonce chaque jour un peu plus dans des crises multiples.

LE LUXEMBOURG ET L'OTAN : UN DÉBAT NÉCESSAIRE

Le Luxembourg est membre de l'OTAN depuis sa création. Il compte parmi les douze États qui ont signé le traité de l'Atlantique Nord à Washington, le 4 avril 1949. Son appartenance à l'Alliance atlantique bénéficie aujourd'hui du soutien de la majorité des forces représentées à la Chambre des députés, même si certains partis et certaines organisations situés à gauche de l'échiquier politique continuent, à des degrés divers, de contester l'OTAN.

Cette adhésion politique dominante est d'autant plus préoccupante que les engagements militaires et budgétaires du Luxembourg ont fortement augmenté au cours des dernières années. Il est donc nécessaire d'ouvrir un débat de fond sur les conséquences géopolitiques, économiques et démocratiques de son appartenance à l'Alliance atlantique.

Un débat fondamental s'impose. Examinons donc les arguments qui plaident en faveur de la sortie du Luxembourg de l'OTAN.

1. L'OTAN NE SE LIMITE PAS À LA DÉFENSE COLLECTIVE

Malgré le discours sécuritaire dont elle se prévaut, l'OTAN ne s'est pas limitée à la défense du territoire de ses États membres. Depuis la fin de la guerre froide, elle a conduit plusieurs opérations militaires extérieures,

notamment en République fédérale de Yougoslavie en 1999, en Afghanistan à partir de 2003 et en Libye en 2011. Ces interventions ont contribué, à des degrés divers, à déstabiliser durablement les pays et les régions concernés. Le Luxembourg, membre fondateur de l'OTAN, a généralement soutenu les orientations de l'Alliance et participé à certaines de ses missions, sans que ces engagements aient été précédés d'un véritable débat démocratique au sein de la société civile luxembourgeoise.

2. L'OTAN RESTE DOMINÉE PAR LES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES DES ÉTATS-UNIS

Formellement, les décisions de l'OTAN ne sont pas prises à Washington : elles sont adoptées par consensus entre l'ensemble des États membres, chacun d'eux disposant, en théorie, de la possibilité de s'y opposer. Cependant, la prépondérance militaire, technologique et politique des États-Unis leur confère une influence déterminante sur les orientations stratégiques de l'Alliance. Au fil des années, celles-ci ont largement convergé avec les priorités géopolitiques américaines, au point d'entraîner aujourd'hui l'Europe dans une confrontation stratégique croissante avec la Chine. Plus récemment, les pressions exercées par l'administration du président Donald Trump pour amener les pays européens à s'engager militairement dans le conflit avec l'Iran sont venues, une nouvelle fois, étayer la thèse développée ci-dessus.

3. L'OTAN POUSSE À UNE MILITARISATION PERMANENTE

Les membres de l'OTAN se sont engagés à consacrer, d'ici à 2035, 5 % de leur PIB aux dépenses de défense et de sécurité. Pour le Luxembourg, dont l'effort est calculé sur le RNB (revenu national brut), les dépenses prévues atteindront environ 1,37 milliard d'euros en 2027 et 1,67 milliard en 2029. [1] Cette hausse considérable risque de réduire les ressources disponibles pour les besoins sociaux et écologiques. Elle financera notamment le bataillon de reconnaissance de combat belgo-luxembourgeois ainsi que des projets liés aux industries de l'armement, de l'espace et de la cybersécurité.

4. L'OTAN CONTRIBUE À UNE LOGIQUE DE BLOCS ET À L'INSTABILITÉ MONDIALE

Depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN s'est progressivement élargie vers l'Europe centrale et orientale, étendant ses structures militaires jusqu'aux frontières de la Russie. En privilégiant son élargissement, le renforcement de ses capacités militaires et la dissuasion, elle contribue à entretenir une logique de blocs et un engrenage de réarmement réciproque. La doctrine du « plus d'armes pour plus de sécurité » alimente les tensions au lieu de les désamorcer, au risque même de les transformer en affrontements militaires.

5. L'OTAN EST UN OBSTACLE À LA CONSTRUCTION D'UNE SÉCURITÉ COLLECTIVE EUROPÉENNE AUTONOME

En encadrant étroitement les politiques nationales de défense, l'OTAN limite la capacité du Luxembourg à développer une diplomatie aspirant à davantage de coopération et de désarmement. L'Irlande et l'Autriche montrent que la non-appartenance à l'OTAN est compatible avec l'appartenance à l'Union européenne. En développant une politique de neutralité active, en dehors du cadre étroit de l'OTAN, le Luxembourg pourrait contribuer à la construction d'un monde plus juste, plus égalitaire et, par conséquent, plus sûr, à commencer par l'élaboration d'un modèle autonome de sécurité collective européenne.

RÉFLÉCHIR AUX ALTERNATIVES ET LES CONSTRUIRE

Plus que jamais, nous devons mener un débat approfondi sur les alternatives au système capitaliste. Un tel débat doit nécessairement englober la politique étrangère du pays. Quitter l'OTAN ne signifie pas faire preuve de naïveté face aux menaces du monde, mais refuser les logiques impérialistes, les guerres sans fin et la soumission aux intérêts d'un empire américain en déclin. Des alternatives réalistes et crédibles existent : une

politique étrangère indépendante et solidaire, accordant la priorité à la résolution pacifique des conflits, à la coopération et au respect du droit international.

Gouvernement luxembourgeois, « Yuriko Backes a présenté la nouvelle trajectoire de l’effort de défense du Luxembourg à l’horizon 2029 », 20 mai 2026. Consulter la source officielle